



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

12 septembre 2017

QUÉBEC/CANADA

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

S. Block, « *Losing Ground: Income Inequality in Ontario, 2000-15* », 15 août 2017, 32 p.

Le décile des familles les plus fortunées en Ontario a un revenu représentant 190 % du revenu moyen des familles

This paper examines 15 years of income inequality for families raising children in Ontario (2000 to 2015), comparing it with national data for context, and finds several disturbing trends. The data reveal that Ontario is becoming more polarized as middle and working class families see their share of the income pie shrinking while upper middle and rich families take home even more. Specifically, the bottom half of families raising children in Ontario saw its share of earnings fall to 19% of total labour market income between 2000 and 2015—down three percentage points—while the top half of families increased its share of the income pie by three percentage points, earning 81 per cent of the total income pie. The Ontario story stands in contrast to the national story, where the natural resource boom and economic growth in other provinces translated into real average income gains for practically all Canadian families.

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE EN ANALYSE DES ORGANISATIONS (CIRANO)

J. Meloche et K. Hammouda, « *L'aide fiscale à l'industrie du jeu vidéo à Montréal : quelques éléments de réflexion* », Septembre 2017, 57 p.

Les bénéficiaires de l'aide fiscale à l'industrie du jeu vidéo sont principalement captés par les acteurs déjà bien nantis

La ville de Montréal est considérée comme un pôle majeur de l'industrie du jeu vidéo à l'échelle planétaire. À l'origine, cette grappe industrielle ne reposait que sur quelques firmes d'animation numérique associées à la production télévisuelle et cinématographique. À la fin des années 1990, le gouvernement du Québec provoque toutefois l'arrivée sur le territoire de plusieurs grands studios de renommée internationale dans le secteur du jeu vidéo en leur accordant des crédits d'impôt. La grappe montréalaise prend alors son envol. En 2015, les crédits d'impôt pour la production de titres multimédias sont toujours disponibles. Ils ont coûté 144 millions \$ aux contribuables québécois pour cette seule année. Malgré le coût élevé du programme, très peu de données sont produites pour permettre d'en mesurer les retombées. Cette recherche propose des pistes de réflexion à partir

d'éléments conceptuels sur les politiques industrielles afin de déterminer les bénéficiaires et les coûts potentiels du programme québécois de crédit d'impôt pour la production de titres multimédias. Quelques constats sont établis à partir d'une revue de littérature et par l'analyse de données tirées d'études existantes. Ces constats invitent à remettre en question la pertinence du crédit d'impôt. La politique actuelle vise surtout à faire de Montréal un territoire de production bon marché pour les grands studios de production internationaux de jeux vidéo. Le gouvernement aurait intérêt à miser davantage sur la propriété intellectuelle québécoise et la création de nouvelles entreprises. Par le fait même, il devrait réduire substantiellement ses subventions aux capitaux étrangers.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

A. Genest-Grégoire, L. Godbout et M. Dupras, « Régimes de retraite publics : analyse de la flexibilité du système actuel et effets d'une réforme possible », août 2017, 45 p.

La réforme envisagée du Régime de rentes du Québec aura pour effet de rendre le système public de retraite plus généreux envers les prestataires

Le système de retraite québécois est le sujet de nombreux débats en raison du vieillissement de la population, de la raréfaction des régimes privés de retraite et de la faiblesse des rendements sur les marchés financiers des dernières années. Le rapport D'Amours présenté en 2013 faisait état de plusieurs constats sur la pérennité de ce système et proposait une série de mesures pour en améliorer la solidité. Ces mesures incluaient, entre autres, la bonification de la couverture publique par la mise en place d'une rente longévité et l'appui à la mise en place de régimes volontaires d'épargne-retraite (RVER). Dans cette perspective, les RVER sont en place depuis peu au Québec et des discussions sont en cours afin de bonifier le Régime de rentes du Québec, d'une façon analogue à la proposition de rente longévité. En effet, en 2016, les autres provinces canadiennes, avec le gouvernement fédéral, ont déjà décidé de modifier le Régime de pensions du Canada (RPC) en ce

sens. Le Régime de rentes du Québec (RRQ), homologue du RPC, est appelé à être lui aussi révisé. Une commission parlementaire s'est déjà penchée sur cette question au début de 2017. L'objectif de ce cahier est de présenter, par une série de simulations, le fonctionnement du système québécois de retraite. On y insistera notamment sur la flexibilité qu'il offre grâce à la possibilité pour un retraité de demander ses rentes publiques à divers moments sans nécessairement coïncider avec la prise de la retraite. Il sera alors possible de déterminer l'épargne requise, le taux d'épargne nécessaire pour y arriver ainsi que le taux de couverture publique des régimes gouvernementaux selon l'interaction de différentes variables, tel l'âge de la retraite et de la prise des prestations publiques, s'ils diffèrent. Après avoir décrit l'approche méthodologique, les résultats quant à la flexibilité des régimes de retraite publics selon l'âge où débute les prestations publiques, à la fois pour un cotisant travaillant au maximum des gains admissibles que pour celui travaillant à la moitié du maximum des gains admissibles (MGA), ce cahier présente les effets d'une réforme du RRQ analogue à celle du RPC avant de conclure.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

M. Rizqy, « Le commerce électronique : l'Australie s'adapte à la nouvelle réalité », 31 juillet 2017, 10 p.

Au Québec, si 1 million de Québécois sont abonnés au forfait mensuel à 9,95 \$, le Québec pourrait récolter près de 12 M\$ annuellement en taxes de vente, et ce, seulement avec l'entreprise Netflix

Internet est sans doute devenu l'artère commerciale la plus dynamique sur la planète. Bien que l'achat en ligne soit en vogue, il cause bien des maux de tête aux autorités fiscales cherchant à percevoir les taxes de vente auprès des fournisseurs étrangers. Le 5 octobre 2015, l'OCDE a publié son rapport final sur l'Action 1 (les défis fiscaux posés par l'économie numérique).

Le rapport analyse notamment les différents moyens de percevoir les taxes de vente attribuables aux achats en ligne effectués par des consommateurs. Les conclusions de ce rapport laissent beaucoup de latitude et d'autonomie aux

États membres afin que ceux-ci mettent en œuvre une solution adaptée à leur réalité économique. Depuis sa publication, plusieurs États ont adopté de nouvelles mesures afin de collecter les taxes de vente, notamment la Norvège, le Japon, la Suisse, l'Islande, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud et les États membres de l'Union européenne.

INSTITUT C.D. HOWE

R. Wyonch, « [Bits, Bytes, and Taxes: VAT and the Digital Economy in Canada](#) », Août 2017, 28 p.

Le Canada devrait modifier la Loi sur la taxe d'accise pour qu'elle s'applique à toutes les entreprises qui fournissent des produits et services au Canada, sans égard au lieu où se trouve l'entreprise

Foreign providers of online services enjoy a tax advantage over domestic providers, according to a new report from the C.D. Howe Institute. In [Bits, Bytes, and Taxes: VAT and the Digital Economy in Canada](#), author Rosalie Wyonch notes that the digital economy in Canada is expanding access to global markets for online services that are not subject to sales tax when they enter Canada.

“Canada hasn't kept pace in adapting tax policy to the digital economy in comparison to its peers,” states Wyonch. “Other entities such as the European Union, Japan, and Norway have already acted on this issue, and moved ahead of Canada in terms of addressing the differing tax treatment that puts domestic vendors at a competitive disadvantage relative to foreign suppliers of goods and services from the digital economy.”

Foreign providers of digital products and services are presently not obligated to collect and remit sales tax if they are not ‘carrying on business’ in Canada. Technically, the consumers of these products have the onus of paying the associated GST/HST taxes, but the tax is rarely enforced by the online services.

CONFERENCE BOARD DU CANADA

L. Coad, R. Gibbard et al., « [Le prix à payer pour un avenir plus propre : analyse des incidences économiques de la réduction des émissions de GES](#) », 6 septembre 2017, 118 p. [L'accès à ce document nécessite un abonnement gratuit]

La tarification du carbone devra s'accompagner d'investissements massifs dans les infrastructures de production d'énergie propre

Notre analyse porte sur les incidences de trois politiques distinctes : la tarification du carbone et la modification du bouquet de production électrique, une décarbonisation substantielle de notre secteur de production électrique, et les investissements qui permettront au Canada de réduire ses émissions de 60 % d'ici 2050.

En décembre 2015, le Canada et 195 autres pays ont signé l'Accord de Paris, s'engageant ainsi à mettre en œuvre des politiques visant à empêcher les températures mondiales d'augmenter de plus de deux degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels.

Le présent rapport est axé sur trois thèmes sous-tendant les progrès à accomplir par le Canada pour réduire les émissions de GES :

Les incidences économiques de la tarification du carbone – à partir du programme fédéral annoncé et selon divers scénarios établis par le Conference Board du Canada.

Les incidences économiques de l'élimination des centrales électriques fonctionnant aux combustibles fossiles au Canada.

Les incidences économiques des vastes investissements à effectuer dans le développement et la mise en œuvre de technologies vertes pour réduire substantiellement les émissions.

INSTITUT FRASER

B. Eisen, C. Lammam et F. Ren, « [Canada's Past Fiscal Leaders Are Now Fiscal Laggards: An Analysis of 2017 Provincial Budgets](#) », 7 septembre 2017, 42 p.

Contrairement à l'Alberta et à l'Ontario, le Québec va dans la bonne direction sur le plan fiscal et constitue maintenant un des leaders parmi les provinces

Around the turn of the 21st century, Alberta and Ontario could both boast of having comparatively sound public finances relative to most other provinces. In recent years, however, serious fiscal problems have emerged in both provinces. Alberta and Ontario were once fiscal leaders in Canada, but they are now among the country's unsuccessful fiscal managers. Meanwhile, several other provinces that at various times have been considered weak fiscal performers are currently pursuing policies that are gradually improving the condition of their public finances. Saskatchewan, Quebec, and British Columbia all currently have in place relatively prudent fiscal plans that minimize debt accumulation and strengthen provincial finances over time. Indeed, several of Canada's historical fiscal laggards have become the country's new leaders.



ÉTATS-UNIS

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

C. Marr, C. Huang et B. Duke, « [Tax Plans Must Not Lose Revenue and Should Focus on Raising Working-Class Incomes](#) », 8 septembre 2017, 8 p.

Les réformes fiscales à venir devraient être neutres sur le plan des revenus, éviter de baisser les impôts des contribuables fortunés et se concentrer sur les familles de la classe moyenne

Congress is expected to consider a 2018 budget resolution this fall that will set the rules for subsequent tax legislation by establishing the revenue targets that a tax bill must meet to qualify for the fast-track budget “reconciliation” process. At a minimum, the resolution should require that a tax bill be “revenue-neutral,” meaning that the bill must fully offset the cost of any tax cuts by closing tax loopholes, scaling back exclusions and deductions, or enacting other revenue-raising provisions. That’s because a revenue-losing tax bill would worsen the nation’s long-term fiscal outlook and likely put key budget programs for low- and moderate-income Americans at risk, now or in the future. Beyond revenue neutrality, a tax bill should focus its benefits on low- and moderate-income working families because working-class wages have largely stagnated in recent decades, making a middle-class life harder for many to reach and maintain.

D.C. FISCAL POLICY INSTITUTE

E. Lazere, « [Triple Whammy: A Regional Sales Tax for Metro, Like Fare Increases and Service Cuts, Would Fall Hardest on the Struggling Families](#) », 28 août 2017, 7 p.

Les principaux bénéficiaires du service, avec au premier chef les entreprises, doivent contribuer davantage au système de transport en commun

A strong Metro system is important to all of us in the Washington region, and there is wide agreement that Metro needs additional resources to rebuild its health. But a regional sales tax—a widely discussed option—would be an unfair way to pay for it. A sales tax would ask struggling families in the Washington region to bear the largest responsibility for improving our transportation system, while leaving businesses and high-income households largely off the hook. It should be rejected as a Metro funding option.

A 1 percent regional sales tax would hit the budgets of the area’s lowest-income families five times harder than those of the richest, according to an analysis released today by the DC Fiscal Policy Institute, the Maryland Center for Economic Policy, and The Commonwealth Institute for Fiscal Analysis. This tax would take up 0.5 percent of income from families with incomes below \$25,000,

such as a retail cashier or a retiree living on Social Security. The sales tax would take up less than 0.1% of income for the richest 1 percent, those with incomes above \$600,000. Sales taxes fall more heavily on people living on low incomes, because buying taxable basics like shampoo, household cleaners, clothes and school supplies take up a sizable share of income, while barely registering on the budgets of the well-off.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

ITEP, « [Nearly Half of Trump's Proposed Tax Cuts Go to People Making More than \\$1 Million Annually](#) », Août 2017, 104 p.

Avec les réformes fiscales proposées par le président Trump, les contribuables qui gagnent plus d'un million de dollars bénéficieront d'une économie d'impôt moyenne de 7 % de leurs revenus en comparaison à moins d'1 % de leurs revenus pour les contribuables qui gagnent moins de 45 000 \$

A tiny fraction of the U.S. population (one-half of one percent) earns more than \$1 million annually. But in 2018 this elite group would receive 48.8 percent of the tax cuts proposed by the Trump administration. A much larger group, 44.6 percent of Americans, earn less than \$45,000, but would receive just 4.4 percent of the tax cuts.

ROCKEFELLER INSTITUTE OF GOVERNMENT

D. Boyd et L. Dadayan, « [Shortfalls on States' April Tax Returns: Trump Effect, Weak Economy, or Both?](#) », Juillet 2017, 24 p.

Plusieurs contribuables ont cherché à reporter leurs revenus de 2016 pour profiter des baisses d'impôt promises par le président Trump

April income tax returns brought bad news for state budgets. Payments with tax returns usually arrive in April and early May, and often they are

surprising. By mid-to-late May, states know whether those payments were surprisingly good or surprisingly bad. The news often comes as states are finalizing the budget for the new fiscal year, complicating this already challenging task.

To learn how states did this year, we collected data from forty-one states with broadbased income taxes. This April, total state income tax revenue was down 4 percent compared to the previous year, driven by declines of 7.3 percent in final returns and 4.3 percent in estimated payments, more than offsetting 5.3 percent growth in withholding tax collections. April income tax revenue fell in twenty-four of forty-one states for which we have data. The declines were largest in the New England and Mid-Atlantic states, followed by Southern states. April revenue was up in the Great Lakes and Rocky Mountain states.

TAX FOUNDATION

C. Shupert et S. Drenkard, « [Soda Tax Experiment Failing in Philadelphia Amid Consumer Angst and Revenue Shortfalls](#) », 3 août 2017, 7 p.

La taxe sur les boissons gazeuses génère des revenus plus faibles que prévu, possiblement en raison de la mobilité des consommateurs

On June 16, 2016, the Philadelphia City Council adopted legislation implementing a city-wide excise tax on nonalcoholic sugar-sweetened and diet beverages. Levied on distributors, the 1.5 cent-perounce beverage tax went into effect on January 1, 2017.

The tax, which is 24 times the state excise tax rate on beer, has received mixed reviews among constituents. Some Philadelphians support the tax for the programs it funds. Meanwhile, local business owners and workers have filed lawsuits against the tax.

From an operational standpoint, the tax rollout continues to create problems for the city as collections have come in less than projected. In July, city officials lowered beverage tax revenue projections by 14 percent, leaving the pre-kindergarten programs that the tax promised to fund in jeopardy.

Furthermore, soda taxes are regressive, hurting low-income earners the most.³ Philadelphia's experience serves as a cautionary tale for other areas weighing similar beverage taxes.

TAX FOUNDATION

K. Pomerleau, « [Designing a Territorial Tax System: A Review of OECD Systems](#) », 1^{er} août 2017, 23 p.

Un des objectifs principaux de la réforme fiscale est de taxer les entreprises américaines sur certains de leurs profits réalisés à l'étranger

There is broad agreement that the current system for taxing the foreign profits of U.S. multinational corporations is broken. Under current law, the United States taxes the worldwide income of resident multinational corporations. This means that so long as a corporation is considered a resident in the United States, all its earnings are subject to U.S. tax of at least 35 percent regardless of the location of those earnings. Foreign earnings, however, are not taxed until they are repatriated or brought back to the United States.

There are downsides to this system. The U.S. worldwide tax system discourages companies from repatriating foreign earnings, causing what some call the “lock-out effect.” Companies make inefficient financial arrangements and investments to avoid repatriating this income and facing additional U.S. tax. In some cases, the system incentivizes companies to avoid the domestic tax on their foreign profits by moving their corporate headquarters out of the United States. As a result, the U.S. worldwide system has been one of the major drivers of corporate inversions in the last few decades. From an economic standpoint, the U.S.'s worldwide tax system discourages outward foreign investment. Finally, on a normative level, it may be philosophically objectionable for the U.S. government to tax income earned in other jurisdictions.

URBAN INSTITUTE

W. Gale, S. Khitatrakun et A. Krupkin, « [Cutting Taxes and Making Future Americans Pay for It: How Trump's Tax](#)

[Cuts Could Hurt Many Households](#) », 15 août 2017, 22 p.

Les propositions fiscales du président Trump sont régressives

Tax cuts often look like “free lunches” for taxpayers, but they eventually have to be paid for with other tax increases or spending cuts. We examine the distributional effects – with and without financing – of a tax plan consistent with the outline the Trump Administration produced in April. When ignoring financing, the plan would be regressive; most households would be better off, but the highest income households would get the largest percentage boosts in after-tax income. Including financing – based on either equal costs per household or an equal proportion of each household's income – would make the overall plan far more regressive and would leave the vast majority of households worse off than they would be if the tax cuts were not implemented in the first place. If financing were proportional to households' current income tax liability, the results would be more mixed, though top income households would still receive the largest cuts. These results show how important the method of financing is to understanding the ultimate distributional effects of tax proposals.

URBAN INSTITUTE

A. Auerbach et W. Gale, « [The Fiscal Outlook in a Period of Policy Uncertainty](#) », 7 août 2017, 26 p.

Même dans les scénarios avec des taux d'intérêt faibles, le ratio dette/PIB des États-Unis est intenable à long terme

While policy makers and news headlines focus on debates about health care and tax policy, the U.S. fiscal outlook remains troubling and is a constraint against which new proposals should be judged. Budget deficits appear manageable in the short run, but the nation's debt-GDP ratio is already high relative to historical norms, and even under optimistic assumptions, both measures will rise in the future. Sustained deficits and rising federal debt will crowd out future investment, reduce prospects for economic growth, and impose burdens on future generations.



INTERNATIONAL

FONDS MONÉTAIRE INTERNATION- NAL (FMI)

A. Aslam et A. Shah, « [Taxation and the Peer-to-Peer Economy](#) », 8 août 2017, 36 p.

La majorité des défis qui entourent l'imposition de l'économie P2P sont des variations sur des enjeux auxquels les administrations fiscales ont déjà eu à faire face dans le passé

The growth of the peer-to-peer (P2P) economy over the last decade has captivated both stock markets and policymakers alike. While the means for transacting might be different to existing firm structures—with the emergence of digital platforms that connect individual buyers and sellers directly—the tax behavior of individuals operating in this new economy are very familiar. What is clear is that while the P2P economy has potentially exacerbated existing policy, administrative, and revenue-mobilization challenges associated with small business taxation—such as the choice of the tax base and how to set tax thresholds—, the technology behind P2P platforms presents a valuable opportunity to eventually solve them.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES (IFS)

J. Cribb et C. Emmerson, « [Can't Wait to Get my Pension: The Effect of Raising the Female State Pension Age on Income, Poverty and Deprivation](#) », 2 août 2017, 28 p.

L'effet d'une hausse de l'âge pour bénéficier d'une pension publique sans pénalité sera bénéfique pour les finances publiques seulement si les contribuables augmentent leur épargne

The earliest age at which women can receive a state pension in the UK (the 'state pension age')

has been increasing since 2010. We use a difference-in-differences methodology, exploiting the gradual increase from age 60 in 2010 to age 63 in 2016, to estimate the impact of the reform on women's incomes, income poverty rates and measures of material deprivation. We find that, on average, increased earnings partially offset the loss of state pension income, leaving affected women's household incomes on average £32 per week lower due to the reform. Proportionally, the reduction in household income is larger for lower-income women. These reductions in income lead to the absolute income poverty rate of women aged 60–62, who are now under the state pension age, increasing by 6.4 percentage points. However, the increased risk of poverty does not persist after the point at which they reach the state pension age. Moreover, we find no evidence that increasing the state pension age increases the probability of women reporting being deprived of important material items, at least for the items observed in our data. This potentially suggests that they have smoothed their consumption, and avoided increased levels of material deprivation, despite the large reduction in income caused by the reform.

ORGANISATION DE COOPÉRA- TION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [OECD Tax Policy Reviews: Costa Rica 2017](#) », 1^{er} août 2017, 120 p.

Le Costa Rica devrait élargir sa base d'imposition, améliorer sa lutte à l'évasion fiscale et faire des efforts pour amener davantage de contribuables dans l'économie formelle

This report is part of a new series of publications entitled OECD Tax Policy Reviews. These country reviews are intended to provide independent, comprehensive and comparative assessments of OECD member and non-member countries' tax systems from a tax policy perspective as well as concrete recommendations for tax policy reform. By benchmarking countries' tax systems and identifying tailored tax policy reform options, the ultimate objective of the reviews is to enhance the design of existing tax policies and to support the adoption and implementation of tax policy reforms.

This first edition provides a comprehensive tax policy assessment of Costa Rica's current tax system as well as tax policy reform recommendations. The report is divided into five chapters, starting with a general chapter providing an overview of key macroeconomic and tax revenue trends (Chapter 1), followed by an assessment of the main types of taxes of the Costa Rican tax system, including corporate income taxes (Chapter 2), personal income taxes and social security contributions (Chapter 3), the general sales tax (Chapter 4) and environmentally-related taxes (Chapter 5)

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Fanny Panneton, Francis Brault, Francis Landry, Josué Bosiakali et Karman Kong

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cffp.eg@USherbrooke.ca